

4 Économie

Mesures portant réduction du train de vie de l'Etat/Le Premier ministre face aux représentants du G20

"L'économie ne marche que si elle crée des emplois"

MSM
Libreville/Gabon

Suivant les directives du Conseil des ministres du 4 juillet, Emmanuel Issoze Ngondet a édifié les partenaires au développement sur les objectifs et la nécessité de la cure d'austérité engagée par le gouvernement.

LE Premier ministre, Emmanuel Issoze Ngondet, a eu, jeudi dernier, à la primature, une importante séance de travail avec les diplomates du G20 et les représentants des institutions financières internationales. Occasion pour le chef du gouvernement d'édifier les partenaires au développement sur la cure d'austérité engagée par le gouvernement. Selon Issoze Ngondet, les mesures drastiques prises par le gouvernement ont pour but de relancer l'économie nationale, de limiter les dépenses de l'Etat et de booster l'investissement afin de contrer le chômage. Cet en-



Photo : D.R.

Une vue de la rencontre entre le Premier ministre et les représentants du G20 au Gabon.

semble de mesures peuvent être regroupées en trois ordres, a-t-il indiqué : les réformes jugées fondamentales visant à assainir les finances publiques ; les stratégies pour attirer les investissements directs étrangers (IDE) ; et les réformes visant à créer des emplois.

« L'un des objectifs de votre mission est d'encourager les investisseurs de vos différents pays à s'intéresser au marché gabonais, aux potentialités qu'offre le Gabon. Nous avons pris des ré-

formes pour rendre ces potentialités encore plus attractives et offrir aux potentiels investisseurs de vos différents pays intéressés par le marché gabonais, des opportunités appréciables », a soutenu Emmanuel Issoze Ngondet. Avant d'ajouter : « L'économie ne marche que si elle crée des emplois. Vous avez à cœur d'encourager les entreprises de vos pays à s'installer au Gabon, et nous, nous avons à cœur d'offrir un environnement propice à ces entreprises de sorte que, en

même temps qu'elles créent des richesses, elles créent des emplois ».

MASSE SALARIALE* Le Premier ministre a également abordé avec les représentants du G20, l'un des points sensibles de ces réformes qui risque de susciter un bras de fer avec les partenaires sociaux : la réduction de la masse salariale. Lors des échanges avec les diplomates, Emmanuel Issoze Ngondet a indiqué que la masse salariale annuelle était « un poste de dépense très lourd

pour le budget de l'Etat ». Elle s'élève annuellement à 710 milliards de francs et représente près de 59% des recettes fiscales.

L'objectif du gouvernement est de parvenir à un plafond de 400 milliards sur trois ans, un niveau jugé soutenable, au regard du niveau de recettes enregistrées par l'Etat. « La hausse de ces dernières années est liée à deux logiques : la revalorisation du traitement des agents publics et politiques induite par la nouvelle grille de salaires des agents de l'Etat », a expliqué le Premier ministre. Pour mettre un terme à l'inflation de cette masse salariale, plusieurs actions sont donc menées : il s'agit, entre autres, de la réduction des effectifs du cabinet du président de la République et de ceux des membres du gouvernement.

Si les diplomates ont salué l'initiative du chef du gouvernement, ils ont cependant relevé certains points qui fragilisent les entreprises étrangères et freinent les investissements étrangers.

Brèves

Côte d'Ivoire : Lancement d'un projet en faveur des filières manioc et maraîchers

L'exécutif ivoirien a lancé récemment le Projet d'appui au développement des filières manioc et maraîchers (PRO2M), d'un coût total de 11,5 milliards de francs. Supportée entièrement par l'Union européenne, cette initiative se concentrera sur 21 régions du pays et s'étendra jusqu'en 2021. Avec pour double objectif de professionnaliser les dites filières et de renforcer la sécurité alimentaire, le PRO2M s'attellera à renforcer la mécanisation, l'irrigation ainsi que l'accès au marché aux exploitants. Parmi les résultats attendus du projet figurent entre autres, une production supplémentaire de 300 000 tonnes de boutures ainsi que la création de 7 500 emplois directs et de 20 000 emplois indirects.

Éthiopie : Les exportations de chaussures vers les USA ont atteint 30 millions \$ en 2017

En Éthiopie, le sous-secteur de la chaussure a engrangé 30 millions \$ (environ 17 milliards de francs) de recettes à l'exportation sur le marché américain, grâce à l'accès en franchise de droits de douane et sans restriction quantitative offert par la Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (AGOA). C'est ce que révèle le dernier rapport bisannuel sur la mise en œuvre de l'AGOA, publié récemment par le Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales (USTR). D'après l'organisation, cette valeur représente près de 48 fois, le montant tiré des expéditions en 2011 (630 000 \$). De même, l'Éthiopie, qui n'a commencé à utiliser les avantages de l'AGOA sur les chaussures qu'en 2007, est devenue actuellement le premier fournisseur de chaussures aux USA, dans le cadre de l'AGOA. Pour rappel, le sous-secteur éthiopien de la chaussure comprend 22 grands et moyens fabricants qui disposent d'une capacité de production de 12 millions de paires de chaussures par an.

Rassemblées par W.N

Règlement de la dette intérieure

Les entreprises à la caisse !

AEE
Libreville/Gabon

AU sortir du 4e Comité interministériel du Haut conseil pour l'investissement (HCI) tenu, le 3 juillet dernier, au siège de l'Agence nationale de promotion des investissements (ANPI) Gabon, la ministre de la Promotion des Investissements et des Partenariats publics-privés, Madeleine Berre, a animé un point de presse pour faire le point des discussions.

Au cours de cet échange avec la presse, le membre du gouvernement est revenu, entre autres, sur le paiement de la dette intérieure qui plombe l'économie gabonaise. « On a fait le point aux opérateurs économiques sur les décaissements effectués au niveau



Photo : D.R./L'Union

Des tranches de 5 milliards ont été payées aux PME, a révélé Mme Berre aux partenaires économiques.

du Club de Libreville qui a été signé en février 2018. Ce sont des tranches de 5 milliards de francs qui sont payées. Les premières tranches sont déjà payées. Les entreprises sont satisfaites. Nous travaillons avec

le syndicat des PME qui s'occupe de ça. Nous n'avons pas eu de problèmes à ce niveau. Les engagements de chacune des parties sont respectés », a indiqué Madeleine Berre. Selon le ministre de la Pro-

motion des investissements, ne sont payées actuellement que les créances qui sont attestées comme étant la contrepartie d'un service réalisé. « La dette a été audité. Sont actuellement payées les en-

treprises dont la dette est considérée comme attestée par le ministère de l'Economie et les responsables de la Direction générale de la dette. Il y a encore un stock de dettes qui mérite une vérification, une sorte d'audit et nous sommes justement en train de le faire. Et le ministre de l'Economie a annoncé qu'il y a un cabinet qui va être désigné pour accompagner l'Etat par souci de neutralité et d'objectivité », a-t-elle ajouté.

D'après Madeleine Berre, ce cabinet permettra d'avoir une lecture beaucoup plus juste et équitable de cette dette intérieure afin d'avoir une transparence dans l'exécution. « Nous voulons restaurer cette confiance. Elle est nécessaire pour nous, pour les bailleurs de fonds qui nous accompagnent et pour les entreprises », a précisé le membre du gouvernement.

CHANGEMENTS
COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 05/07/2018

Union Gabonaise de Banque
SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>

DEV	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)	
	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA
XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957
USD	1,1709	1USD =	560,216	1 USD	577,857
CAD	1,5374	1CAD =	426,666	1 CAD	454,916
JPY	129,5300	1JPY =	5,064	100 JPY	531,708
GBP	0,8831	1GBP =	742,789	1 GBP	791,853
CHF	1,1613	1CHF =	564,847	100 CHF	60 239,26
ZAR	15,8715	1ZAR =	41,329	100 ZAR	4 297,74
MAD	11,0690	1MAD =	59,261	1 MAD	61,97
CNY	7,7672	1CNY =	84,452	1CNY	86,99
KES	117,8200	1KES =	5,567	1KES	5,73

INDICES BOURSISERS

	en date du	
CAC 40	06/07/2018	5 360,34
DOW JONES	06/07/2018	24 ,262,39

BRENT (IPE) US Dollars/Baril
06 Juillet 2018: 78,25